



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 31 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GLOBAL SWITCH (PARIS)

7 RUE PETIT
92110 Clichy

Dossier 31764
Code AIOT : 0007404411

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement GLOBAL SWITCH (PARIS) implanté 7 RUE PETIT 92110 Clichy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite était de vérifier l'application de l'arrêté préfectoral n° 2023 du 22/11/2023 mettant en demeure la société GLOBAL SWITCH de respecter les dispositions de l'article 7.6.9 de l'arrêté préfectoral n°2009-135 du 05/10/2009.

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/11/2023 impose à GLOBAL SWITCH dans un délai de 3 mois la mise en place des mesures suivantes :

- installer un bassin de confinement chargé de recueillir les eaux polluées accidentellement ;
- installer un bassin d'orage chargé de recueillir les eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

En effet, un incendie est survenu dans un local batterie au lithium (local batterie dénommé local batterie Level 1A et B) dans la nuit du 26/04/2023 à 05h60 impliquant l'intervention de la brigade des sapeurs- pompiers de Paris (BSPP). Les eaux d'extinction d'incendie ont été récupérées par des cuves de rétention en sous-sol de l'établissement mais finalement rejetées à l'égout sans analyse préalable par un laboratoire (ce qui a créé un doute sur l'existence ou non d'un bassin de rétention ou dispositif équivalent, et les procédures mises en place par l'exploitant en cas d'accident).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GLOBAL SWITCH (PARIS)
- 7 RUE PETIT 92110 Clichy
- Code AIOT : 0007404411
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les ICPE de l'établissement GLOBAL SWITCH ont été autorisées par arrêté préfectoral du 14/03/2001 au titre des rubriques suivantes : Installations de combustion Rubrique 2910/A 1° - Autorisation (puissance autorisée de 42,5MW) ; Groupes frigorifiques Rubrique 2920/a – Autorisation, Cuves de FOD Rubrique 1432/2°- Déclaration (7 cuves "aériennes/en soute" au niveau - 2 soit 6 cuves de 30m3 et une cuve de 20m3).

Les installations sont désormais classées sous les rubriques suivantes et réglementées par un arrêté préfectoral n°2009-135 du 05/10/2009 :

- Rubrique 1185-2a-DC
- Rubrique 4734/1°c-DC
- Rubrique 2910-A1 (A)
- Rubrique 3110 (A) ou IED
- Rubrique 2921a (E)

Directive IED :

L'installation est également équipée de 17 groupes électrogènes pour une puissance thermique nominale de 112 MW en fonctionnement, soumis à la rubrique 3110 "Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50MW" (et donc soumis aux dispositions réglementaires découlant de la directive IED).

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pas d'observation hors point de contrôle.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Bassin de confinement	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Bassin d'orage	AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2009, article 1	Demande d'action corrective	3 mois
5	VLE des rejets	Arrêté Préfectoral du 25/10/2009, article 4.3.7	Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejets dans une STEP collective	Arrêté Préfectoral du 25/10/2009, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/10/2009	Demande d'action corrective	3 mois
8	Déchets traités à l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 25/10/2009, article 5.1.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Gestion des stockages en rétention	Arrêté Préfectoral du 22/10/2023, article 7.5.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A) Bassin de confinement

L'exploitant dispose bien d'importantes cuves de rétention en sous-sol susceptibles de servir de bassin de confinement d'extinction des eaux d'incendie.

Toutefois :

a) le calcul de dimensionnement des rétentions des eaux d'incendie n'a pas été validé par l'APR (Analyse Préliminaire des Risques) SOCOTEC du 23/11/2023 en particulier vis-à-vis de la note technique D 9 A ;

b) la procédure applicable à l'arrêt des pompes de relevage des cuves de rétention situées en sous-sol du 16/11/23 (Emergency Operation Procedure PARE-OP-3.21.2.12) ne prévoit pas d'analyses par un laboratoire avant rejet à l'égout ;

c) cette procédure n'est pas complétée par une autre procédure visant à faire pomper par un prestataire extérieur et éliminer comme déchets dangereux des eaux d'extinction d'incendie potentiellement non conformes aux Valeurs Limites d'Emission (VLE) avant rejet à l'égout.

En conséquence, l'inspection des ICPE propose de MAINTENIR LA MISE EN DEMEURE dans l'attente de la fourniture des éléments nécessaires.

B) Bassin d'orage

L'exploitant dispose bien d'importantes cuves de rétention en sous-sol susceptibles de servir de bassin d'orage. Pourtant, elles ne sont jamais utilisées et l'exploitant ne dispose pas non plus de procédure adaptée à la récupération des eaux pluviales, avec des essais réguliers de mise en service des tuyauteries EP par exemple. Il devra mettre en place cette procédure.

En conséquence, l'inspection des ICPE propose aussi de MAINTENIR LA MISE EN DEMEURE dans l'attente de la formalisation de cette procédure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : « (...) La société GLOBAL SWITCH (...) est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté dans un délai de 3 mois, les dispositions de l'article 7.6.9 de l'arrêté préfectoral n°2009-135 du 05/10/2009 précité. (...) Elle devra mettre en place les mesures suivantes visant à : -installer un bassin de confinement chargé de recueillir les eaux polluées accidentellement (...) ».
Constats : L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il disposait des rétentions d'extinction des eaux d'incendie suivantes d'après une note technique du 27/09/2024 : Sous la salle Data A0 1 : -une seule cuve de 225m ³ (20,22 m de longueur et 4,46m de largeur pour 2,50m de profondeur) ; -une cuve 4 de 145m ³ ; -une cuve 5 de 145m ³ ; Sous la salle A3 : - une cuve 6 de 225m ³ ; - une cuve 7 de 225m ³ ; - une cuve 8 de 225m ³ ; La note technique du 27/09/2024 estime le volume des rétentions total à 1135m ³ au minimum. A noter l'absence de rejet en cas d'arrêt des pompes de relevage n°01 et n°02. Par ailleurs, il ressort de la visite que les niveaux de sous-sol situés entre 0 et -2 peuvent aussi faire office de rétention des eaux d'incendie avec absence de rejet en cas d'arrêt des pompes de relevage. Le volume pourrait alors atteindre 120 000m ³ de rétention (2 niveaux de sous-sol de 8000m ²). Toutefois, ce point n'est pas mentionné dans la note technique du 27/09/2024. L'exploitant devra donc le confirmer par écrit. Par ailleurs, le bureau de contrôle SOCOTEC n'a pas évoqué le calcul de dimensionnement de ses rétentions d'extinction des eaux d'incendie dans son Analyse Préliminaire des Risques (APR) du 23/11/2023. Le débit des moyens d'extinction du site n'est pas précisé dans le paragraphe 9.6 de l'Analyse Préliminaire des Risques ('APR) du 23/11/2023. L'exploitant devra donc la faire compléter sur ce sujet. L'exploitant devra donc faire vérifier par son bureau de contrôle d'une part la conformité de ses moyens d'extinction, et d'autre part le dimensionnement de ses capacités de rétention d'extinction des eaux d'incendie existantes, vis à vis des notes techniques D9 et D9a de juin 2020 (« guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie » et « guide pratique pour le dimensionnement des rétentions d'extinction des

eaux d'incendie »).
L'exploitant devra aussi prévoir la mise en place d'un boudin étanche dépliant devant la grille de l'établissement donnant sur la rue Petit, sachant que la cour de l'établissement est équipée d'un muret intérieur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bassin d'orage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : « (...) La société GLOBAL SWITCH (...) est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté dans un délai de 3 mois, les dispositions de l'article 7.6.9 de l'arrêté préfectoral n°2009-135 du 05/10/2009 précité. (...) Elle devra mettre en place les mesures suivantes visant à : -installer un bassin d'orage chargé de recueillir les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (...) ».
Constats : L'exploitant a indiqué lors de la visite que les cuves de rétention des eaux d'incendies étaient reliées à des avaloirs et caniveaux de récupération avec "by-pass" indépendants du réseau EP en fonction. Cependant, l'exploitant n'a pas eu l'occasion d'activer ces « by-pass » car il n'en a pas éprouvé la nécessité même lors des fortes intempéries de 2015, 2016 ou 2018. En outre, il ne dispose pas de procédure pour l'activation des cuves de rétention en sous-sol comme bassin d'orage. Il devra donc mettre en place cette procédure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2009, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conception des bassins
Prescription contrôlée : « Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés. La vidange suivra les principes d'être polluées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par le lessivage des toitures, sols, aires de stockage est collecté dans un bassin de confinement. Ces 2 bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site. Ils sont maintenus en temps normal au niveau

permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance ».
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite que les cuves de rétention des eaux d'incendies "en sous-sol" étaient reliées à des avaloirs et caniveaux de récupération avec "by-pass" indépendants du réseau « EP en fonction ».</p> <p>Cependant, l'exploitant n'a pas eu l'occasion d'activer ces "by-pass" car il n'en a pas éprouvé la nécessité même lors des fortes intempéries de 2015, 2016 ou 2018.</p> <p>En outre, il ne dispose pas de procédure pour l'activation des cuves de rétention en sous-sol comme bassin d'orage. Il devra donc mettre en place cette procédure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Gestion des stockages en rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2023, article 7.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des stockages en rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« (...) Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté (...) ».</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a fait le constat que les volumes potentiels de rétention sont disponibles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : VLE des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2009, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets « (...) Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes : Les effluents rejetés doivent être exempts : de matières flottantes, de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon</p>

fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - température au rejet < 30 °C, quantité d'eau rejetée mesurée ou estimée à partir des quantités d'eau prélevée dans le réseau de distribution publique, pH au rejet (NFT 90-0008) : compris entre 5,5 et 8,5 ; couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg (...) ».

Constats :

L'exploitant a transmis un rapport d'essai de prélèvement instantané d'eau usée de bureau VERITAS du 20/11/2023 pour un prélèvement du 24/07/2023 et du laboratoire EUROFINS Hydrologie du 07/08/2023.

Ce rapport conclut à la conformité des rejets notamment pour le pH, la température, la DCO, la DB05, les MES, le phosphore total, l'azote global NGL, l'indice phénol, les HC totaux et la somme des métaux. **Toutefois, les analyses correspondent au prélèvement du 24/07/2023 alors que l'incendie a eu lieu dans la nuit du 25 au 26/04/2023.**

En effet, les eaux d'extinction d'incendie ont donc été stockées dans les rétentions dédiées en sous-sol. Mais l'exploitant n'a pas fait d'analyse préalable avant rejet à l'égout suite à l'incendie dans la nuit du 25 au 26/04/2023 alors qu'il dispose de relations contractuelles avec Bureau VERITAS et EUROFINS Hydrologie. Il devra donc mettre en place une procédure permettant de joindre un laboratoire en cas de nouvel accident de ce genre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rejets dans une STEP collective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2009, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans une STEP collective

Prescription contrôlée :

« (...) Les eaux résiduaires sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur et respectent, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies à l'article 4.3.7. Ces valeurs s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public, délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau (...) ».

Constats :

L'exploitant a transmis un rapport d'essai de prélèvement instantané d'eau usée de bureau VERITAS du 20/11/2023 pour un prélèvement du 24/07/2023 et du laboratoire EUROFINS Hydrologie du 07/08/2023.

Ce rapport conclut à la conformité des rejets notamment pour le pH, la température, la DCO, la DB05, les MES, le phosphore total, l'azote global NGL, l'indice phénol, les HC totaux et la somme des métaux. **Toutefois, les analyses correspondent à un prélèvement du 24/07/2023 alors que l'incendie a eu lieu dans la nuit du 25 au 26/04/23.**

Les eaux d'extinction d'incendie ont été stockées dans les rétentions dédiées en sous-sol lors de l'incendie dans la nuit du 25 au 26/04/2023.

Mais l'exploitant n'a pas fait d'analyse préalable avant rejet à l'égout (permettant de vérifier la

conformité aux VLE) suite à l'incendie dans la nuit du 25 au 26/04/2023 alors qu'il dispose pourtant de relations contractuelles avec Bureau VERITAS et EUROFINS Hydrologie. <u>Il devra donc mettre en place une procédure prévoyant de joindre un laboratoire en cas de nouvel accident de ce genre.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2009
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : « (...) L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques » (...).
Constats : L'inspection a fait le constat lors de la visite que l'exploitant ne dispose pas d'une procédure pour éliminer ses eaux résiduaires comme déchets dangereux, en cas de non-respect des Valeurs Limites d'Emission (VLE).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Déchets traités à l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2009, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
Prescription contrôlée : « (...) L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet (...) ».
Constats : L'inspection a fait le constat lors de la visite que l'exploitant ne dispose pas d'une procédure pour éliminer ses eaux résiduaires comme déchets dangereux, en cas de non-respect des Valeurs Limites d'Emission (VLE) avant rejet à l'égout.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois